

api

**INFORMATIONS
REGIONALES**

HEBDO

n° 49 / du 31 oct. au 7 nov.

dir. B.Lambert

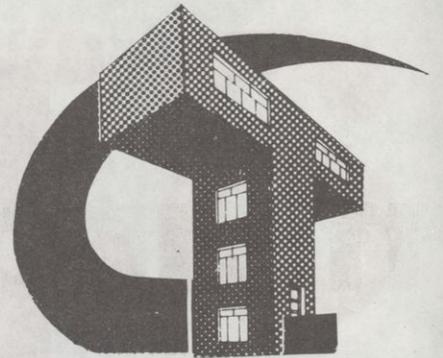
3,50 F

LE PELLERIN

MARCHE... OU CREVE !



NOUVELLES BRÈVES



MOBILES

GARDES MOBILES : NOUVELLE CASERNE A LAMORICIERE

"De petits collectifs semés dans les espaces verts", tel est le futur nid douillet réservé aux 160 familles de gendarmes mobiles qui emmerdent le monde, rue Lamoricière.

Un mess, un gymnase et des terrains de sport pour cette casernette entièrement rénovée : il faut que les chers petits puissent se détendre entre 2 sorties. Et faire du sport.

ST PIERRE A NANTES

MICHEL DE SAINT PIERRE A NANTES : VIVE LE PAPE !

Les traditionnalistes de l'Eglise sont contents de leur nouveau chef : "maintenant, nous pouvons parler d'espoir", a déclaré l'écrivain d'extrême droite Michel de Saint Pierre, invité à Nantes par le mouvement "Credo".

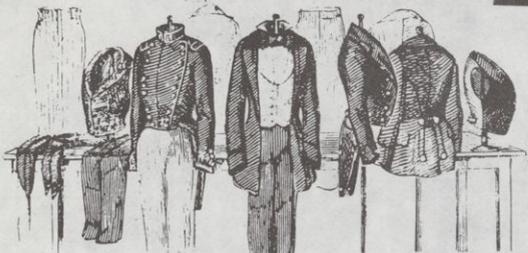
"Il faut rétablir la discipline dans l'Eglise et parmi les fidèles... L'entreprise de décentralisation de l'autorité de l'église c'est fini... Les 5 à 6 millions de catholiques français traditionnalistes savent que sonne enfin l'heure du retour à l'affirmation intégrale du dogme" a dit encore Monsieur de Saint Pierre. A quand le retour des buchers ?

LE PELLERIN

EN MARGE DE LA MANIF'

Les plus inattendus : les anciens combattants UNC AFN* de Saint Jean de Boiseau qui "plus à gauche" que leur maire, appellent à la marche de samedi.

Les plus prudents : la CFDT, et le PS, qui appellent à "continuer l'action d'information" ou à "se mobiliser maintenant de manière non violente", mais n'appellent pas pour samedi (à cause des ampoules aux pieds, ils n'ont pas les moyens de se payer des bonnes chaussures).



Les plus sectaires : Ecologie 44 - Pays de Retz qui, au sortir d'un long sommeil, a-toujours-eu-raison-mais-n'a-pas-été-suivi, et-pense-que-c'est le moment de dénoncer les maires. Pas les maires de Nantes, de Couéron, de Saint Nazaire etc... qui ne font rien : ceux de Cheix et du Pellerin. Comprenne qui pourra.

*Union Nationale des Combattants d'Afrique du Nord

PORC: COMMANDOS PAYSANS

REDON, PONTIVY : COMMANDOS PAYSANS POUR DES CARCASSES DE PORCS

Cinquante paysans du Morbihan ont visité les frigos de la CGEF de Redon, dans le but d'y trouver des carcasses de porc d'importation. Echec.

Même opération à Pontivy, sur un camion. Succès. Dix tonnes de jambon danois déposées devant l'hôtel des impôts, devant le domicile du député, et chez le sous-préfet.

Ces actions constituent la préparation de la manif' prévue le 8 novembre à Pontivy par le comité de Redon, composé des FDSEA de Loire-Atlantique, Finistère, Mayenne et Morbihan.



SYNDIQUÉ? DEHORS!

REFUS D'EMBAUCHE POUR APPARTENANCE SYNDICALE :

"BRAVO" DIT LA JUSTICE

Prévenu "d'infraction au droit syndical des entreprises", Houdayer, directeur de la SAVIEM Nantes et Molard, chef du personnel, ont été relaxés par le tribunal de Nantes.

Avec les félicitations du jury : s'apercevant qu'un électricien auto, qu'ils embauchaient, était syndicaliste actif, ils avaient annulé l'embauche. Mais il n'y a pas de traces écrites.



VOYAGE A COLOMBEY

le 11 novembre.

Ca n'empêchera pas la Centrale du Pellerin de se construire. Ca ne vaut pas un voyage à Lourdes. Mais ça ne peut pas faire de mal, avec un bon chandail. C'est quoi ? Le voyage à Colombey organisé à l'occasion du huitième anniversaire du décès de De Gaulle par l'Association Nationale d'Action pour la Fidélité etc... etc...

Téléphone Aubertin, avenue de la Bouvardière, Saint Herblain. C'est pas loin des CRS.

ETAMEURS DE GUILLOUARD

ETAMEURS DE GUILLOUARD : LOCK OUT, LA GREVE CONTINUE

Cent cinquante francs pour tous, c'est une folie a dit la direction de chez Guillouard, aussi bornée que son usine est crasseuse, aux grévistes de l'étagage.

Puis, elle a lock-outé 48 personnes à la production des lanternes et des passe-légumes. L'action continue.

POLICE AUX DERVALLIERES



Prudents, les policiers nantais ont attendu plusieurs heures avant d'intervenir contre les auteurs de coups de feu du Boulevard du Massacre.

De nombreux coups de fusil de chasse ont été tirés dans le quartier pendant deux heures avant que les flics interviennent, ils ont arrêté trois jeunes, Jojo, Patrick et Alain, qu'ils accusent d'avoir fait des "essais" bruyants puis d'avoir riposté, comme dans les western, à un locataire des immeubles voisins qui essayait de les convaincre d'arrêter. A coup de carabine.

marche ou crève...

" Populations de Nantes et de St Herblain : Attention! Attention Ceci est une manifestation. En cas d'accident grave du réacteur de la centrale du Pellerin, vous êtes situés sous les vents dominants. Vous devrez être évacués dans les quatre heures qui suivent la libération du nuage radioactif. Vous êtes tous concernés..."

Tous concernés ? Il semble bien que la marche anti-nucléaire du samedi 28, avec ses 4 à 5000 manifestants, n'ait pas fait le plein des opposants à la Centrale. La semaine dernière, on disait : ce sera un test. Prenant comme point de repère la fête du 8 mai 1977, on avait fait à peu près ce calcul : moins de 5000, c'est l'échec, 10 000, ce sera un succès.

Alors, peut-on parler d'échec? Est-ce que la résistance au nucléaire ne se mesure qu'à ça ?

De toutes manières, même moins nombreuse que souhaité, la marche, avec ses tracteurs, sa mise en scène et un dynamisme certain, avait tout de même "de la gueule".

Couëron 10 h

Les premiers tracteurs arrivent. Peu de monde: 2 à 300 peut-être... Peu de couëronnais.

Réflexion d'une dame sur le marché : " la Centrale, je suis contre, mais la marche je n'irai pas : c'est trop mélangé " (!)

Les signatures au bas de l'appel en ont sans doute rebuté plus d'un : " rien que des gauchistes "...

La municipalité de Couëron s'est prononcée contre la marche. Attention : c'est une manifestation anti-nucléaire. Nous, bien sûr, on est contre une Centrale au Pellerin mais pas contre le nucléaire dans tout les cas. C'est ce qu'ils ont eu, comme d'autres, un peu trop beau jeu d'

expliquer. Question : si c'avait été une marche "contre-la-centrale-un-point-c'est-tout", y auraient-ils pour autant participé?

" Il y a aussi un sacré problème avec les syndicats, explique un travailleur de CARNAUD. " La CFDT, par exemple, proclame qu'elle est "contre le tout nucléaire". Ce que beaucoup de gars retiennent de ce slogan ambigu, c'est que la CFDT est contre tout le nucléaire... Alors, quand le syndicat n'appelle pas à une manifestation, pourquoi bougeraient-ils?

" En plus, contrairement à d'autres régions - la Bretagne par exemple - on a sur le département une CFDT pas très virulente sur la question du nucléaire "

10h.30 .

Le petit cortège s'ébranle, direction La Chabossière. Il s'étoffe tout au long du chemin, et ce sont finalement plus de 1000 manifestants qui débouchent à St Herblain à l'heure du casse-croûte. Beaucoup de gens rejoindront la marche à cet endroit. C'est là également que s'opèrera la jonction avec le cortège du Sud-Loire. Arrivée très applaudie des gens de Cheix,

du Pellerin et du Pays de Retz, juchés sur une bonne vingtaine de tracteurs ou suivant en voitures.

" On est partis 320 du Pellerin - raconte une militante du Comité de Défense - et on était un bon millier en arrivant au carrefour de la Bouère. Là, on s'est tous tassés dans les tracteurs venus de tout le Sud et on a pris la route de Pornic. L'arrivée à Nantes et sa traversée ont été plutôt remarquables. On a commencé par prendre tous les sens interdits de Trentemoult, le pont SNCF et tous les feux rouges..."

Un brin de mangette et on repart. La manifestation frappe alors par son dynamisme. La voiture-sono déverse inlassablement des appels à la population. Des musiciens rythment la marche : ici saxophone et percussions, plus loin des accordéons.

Dans l'ensemble un cortège jeune. Beaucoup de gosses pour qui c'est un peu la fête de faire une ballade en tracteur ou même de lancer un slogan dans le porte-voix. Beaucoup de jeunes de l'agglomération qui, plus que leurs aînés, ont pris conscience du danger nucléaire.

échec au bac

Jusqu'au dernier moment, l'organisation de la marche aura été suspendue à la grève des travailleurs du Bac. Les marins CGT du Pellerin, en grève illimitée comme toutes les professions portuaires, allaient-ils, par solidarité, reprendre le travail samedi matin le temps de laisser traverser tracteurs et manifestants du Sud-Loire ?

Fermeté de principe ou plutôt problèmes de sécurité et de couverture par les assurances, l'accord n'a pas pu être trouvé.

Des solutions de remplacement avaient bien été envisagées. On parlait de passage sur des "toutes" ces plateformes flottantes qui servent habituellement de navette entre la terre ferme et les îles de la Loire. Mais les agriculteurs n'étaient pas forcément très chauds pour confier leur outil de travail à ces embarcations "de fortune"...

Ce sont donc deux marches distinctes qui ont convergé samedi midi sur la place centrale de la ZUP de St Herblain.

Cela pose tout de même un problème. Si la population des communes les plus directement touchées par l'implantation de la Centrale s'est pas mal déplacée, il y a comme un manque.

Côté travailleurs, c'est sûr, mais aussi côté paysans.

On disait, la semaine dernière, que la FDSEA allait "mettre le paquet", peut-être pour rattraper ses "absences" dans l'affaire Cadiot et celle de Mésanger. Si on a vu des dirigeants de la "Fédé", on n'en a pas vu la masse. Même les Paysans-Travailleurs n'ont pas fait le plein de leurs militants.

Absence des syndicats - mise à part la GSCV - et des grands partis de la gauche traditionnelle. Au bout du compte, les "Arlésiennes de cette marche auront été les Chenard, les Autain, les Ayrault et les Durand... On a tout de même remarqué çà et là des conseillers municipaux venus sans doute à "titre individuel".

Cynisme ou insouciance ? On devra décidément se passer d'eux pour s'opposer "fermement" - comme ils communiquent - à l'"insensé" projet d'implantation d'une centrale au Pellerin.

16 h 30

On approche du centre-ville. Des agriculteurs de Cheix-en-Retz bloquent un moment la queue de la manifestation. Descendant de leur voiture, ils en ouvrent le coffre pour offrir aux marcheurs un coup de vin nouveau histoire de reprendre des forces. Sérieux dans le plaisir, les gens de Cheix.

En plein "boum" du samedi, la manif. est assez impressionnante lorsqu'elle débouche, tracteurs en tête, dans les rues commerçantes. Et c'est rue du Calvaire que se situe la démonstration théâtra-

le qui doit cloturer la marche : un "dead-in" (sauf erreur ...)

" Allongez-vous et écoutez les directives...Allongez-vous et écoutez les directives..."

Bruits de sirènes.

" Branchez vos récepteurs sur France-Inter et F.R.3 en permanence pour attendre les ordres... Branchez.... Vous n'avez aucune raison de vous inquiéter...Vous n'avez.....

Lecture est donnée du plan "Orsec-Rad" de Fessenheim (cf. APL n° 38) Paniquant, mais aussi impressionnant par ce qu'il révèle de bricolage et d'improvisation de la part des pouvoirs publics.

Quelques perles :

" Fermez bien vos fenêtres... Un parapluie ne vous sera utile que si il pleut... Sauf contre-ordre, laissez le bétail à l'étable mais ne fermez pas à clé pour qu'il puisse être secouru si nécessaire... Gardez votre calme si vous rencontrez des équipes de mesures ou de sécurité qui portent des masques ou des uniformes de protection. Ces gens restent plus longtemps en plein air afin de dépister et d'éliminer (?) les impuretés radioactives. Le danger n'en est pas plus grave pour vous mêmes... Le service d'intervention de la police a pour mission prioritaire d'éviter toute panique dans la population et de protéger les exploitants de la Centrale et les autorités de la colère des populations irradiées. ..."

La manifestation se disloquait ensuite. Les flics - on parle de plus de 3000 CRS et gardes mobiles - pouvaient, pour cette fois, ranger leurs instruments, rembarquer dans les camions les ganivelles qui bloquaient la Préfecture, relâcher leur garde devant l'EDF et réintégrer leurs cars. A bientôt, peut-être ?

ENQUETE A.P.L.

JEUNEURS

Tout le monde plie donc bagage, à moins de se joindre au groupe de jeûneurs rassemblés à St Nicolas ... Tristesse d'une fin de manif ... les plus jeunes tentent en vain d'entraîner les gens vers l'EDF et la préfecture ... hésitation, frustration ... intrusion dans une agence immobilière. Une fois de plus la non-violence laisse des insatisfaits qui restent impuissants devant une situation insoluble ... Seuls les jeûneurs semblent avoir trouvé

une continuation qui les satisfassent ... Ils sont 25, venus d'horizons différents, "jeunes, vieux, anars, chrétiens, maos, écolos, non-violents, non-situés, objecteurs et anti-militaristes", voulant prouver que l'occupation de cette église dernier refuge inviolable, lieu éminemment tenu par la bourgeoisie, n'est pas une action vaine ... que la solidarité avec le Larzac peut y trouver son compte ...

ENQUETE A.P.L.

DU PLUTONIUM DANS LES RUES PIÉTONNES !
notre photo: le plan ORSEC-RAD a mobilisé toutes les forces européennes de sécurité -



MAIRIES

Aujourd'hui, les mairies de Cheix et du Pellerin ne règlent plus que des questions très administratives, la gestion courante en quelque sorte : enregistrement des naissances, état civil...

Toutes les questions d'importance, celles qui se règlent par délibération du conseil, sont à l'arrêt.

Au fait : quel est le mécanisme légal d'une telle démission ?

avis du Conseil d'Etat

Par lettre recommandée, les municipalités doivent avertir la préfecture de leur démission. Le Préfet peut alors accepter ou non, ou même ne pas répondre. C'est le cas aujourd'hui pour Cheix et Le Pellerin. Si, au bout d'un mois, le Préfet n'a toujours pas répondu, les municipalités ont à renouveler leur démission, par lettre recommandée. La préfecture est alors obligée de répondre. Des fonctionnaires peuvent être envoyés dans les mairies en attendant de nouvelles élections. Si les démissions sont refusées, il ne reste plus aux démissionnaires qu'à se mettre en grève...

L'enjeu

Les municipalités de Cheix et du Pellerin tentent une nouvelle fois de faire connaître, par les moyens légaux en leur pouvoir, l'avis de leur population concernant la Centrale. Faire connaître et faire respecter une opposition unanime.

Ce geste de démission est aussi la démonstration de l'absence totale de pouvoir réel des élus locaux.

C'est également la contribution des municipalités locales au large mouvement populaire d'opposition à la Centrale nucléaire du Pellerin.

ENQUETE A.P.L.



Le 26 septembre 78, le Conseil d'Etat rendait un avis favorable au projet d'implantation d'une centrale nucléaire au Pellerin. Voici la note de conclusion de cet avis :

" Le Conseil d'Etat (section des travaux publics) en donnant un avis favorable au projet de décret déclarant d'utilité publique les travaux de construction de la centrale du Pellerin croit utile d'attirer l'attention du gouvernement sur les observations présentées au nom du ministre de l'Intérieur (direction de la Sécurité civile) au sujet des mesures de protection de la population qui devraient éventuellement être prises."

(...)

On constate que le Conseil d'Etat s'interroge sur les protections à aménager pour les habitants proches de la Centrale, en raison notamment de la forte densité de population. Un rapport du comité inter-ministériel sur la sécurité nucléaire est à cet égard révélateur.

" Un certain nombre d'études théoriques américaines conclue généralement que la probabilité des accidents graves est faible mais ces résultats sont entachés d'un certain coefficient d'incertitudes puisque, fort heureusement les accidents de ce type ne se sont jamais produits et le nombre d'années de fonctionnement des réacteurs existants ne permet pas d'apporter de confirmation."

Il faut donc rassurer car " sur le plan psychologique, la situation créée par un accident d'origine nucléaire dans une opinion publique très sensibilisée pourrait être difficilement maîtrisable. "

Quels sont les risques ?

" Les accidents les plus graves sont ceux qui entraîneraient la fusion du combustible du réacteur et la libération des produits de fission contenus dans le coeur. Ces produits formeraient un nuage qui serait transporté par les mouvements atmosphériques. Pendant le passage du nuage, les populations subiraient simultanément une irradiation directe et une contamination interne par inhalation des produits radioactifs.

" Après le passage du nuage, l'irradiation externe par les produits déposés au sol et la contamination interne par la chaîne alimentaire pourraient demeurer longtemps à des niveaux très supérieurs au niveau naturel si des mesures de décontamination n'étaient pas prises."

Et quelles sont les solutions?

" Au cas où cette situation accidentelle extrême se produirait, il serait indispensable, dans un premier temps, avant le passage du panache, d'éloigner dans un délai de 4 à 7 heures la population exposée à son action dans un rayon d'au moins 5 km, voire de 10. Le reste de la population serait invité à s'abriter sur place. Dans un second temps, il serait éventuellement nécessaire de prendre des mesures de décontamination qui s'étendraient par endroits jusqu'à une cinquantaine de kilomètres et dont la difficulté technique et le coût élevé probable posent le problème de la proximité d'agglomérations urbaines importantes. "

Mais quelle est la portée de telles réserves quand on constate (cf. tableau) que des densités de population équivalentes ou supérieures n'ont pas empêché la mise en marche d'autres centrales.

Inutile de trop se leurrer.

sites	à 10 Km	20 Km	35 Km	50 Km
BUGEY fonctionne	20 596 hbts	95 656	<u>1.115.526</u>	1 744 860
FESSENHEIM fonctionne	37 834	189 354	1 080 846	2 147 735
CATTENOM D.U.P.	<u>91 548</u>	349 852	975 414	<u>2.231.188</u>
St ALBAN D.U.P.	46 341	187 602	790 553	2 192 501
LE PELLERIN	42 463	<u>435.568</u>	712 278	939 054

QUELQUES PHOTOS...

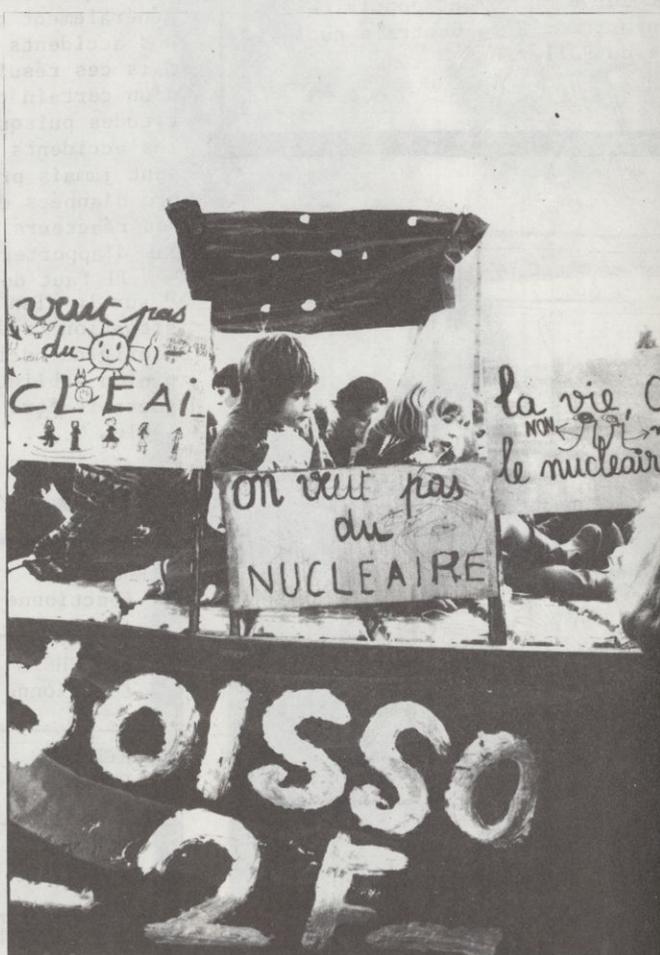
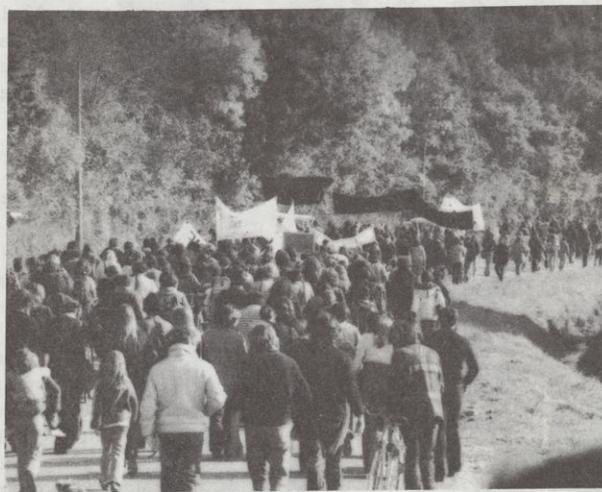
ET LA COUVERTURE A LAQUELLE VOUS AVEZ ECHAPPE CETTE SEMAINE...



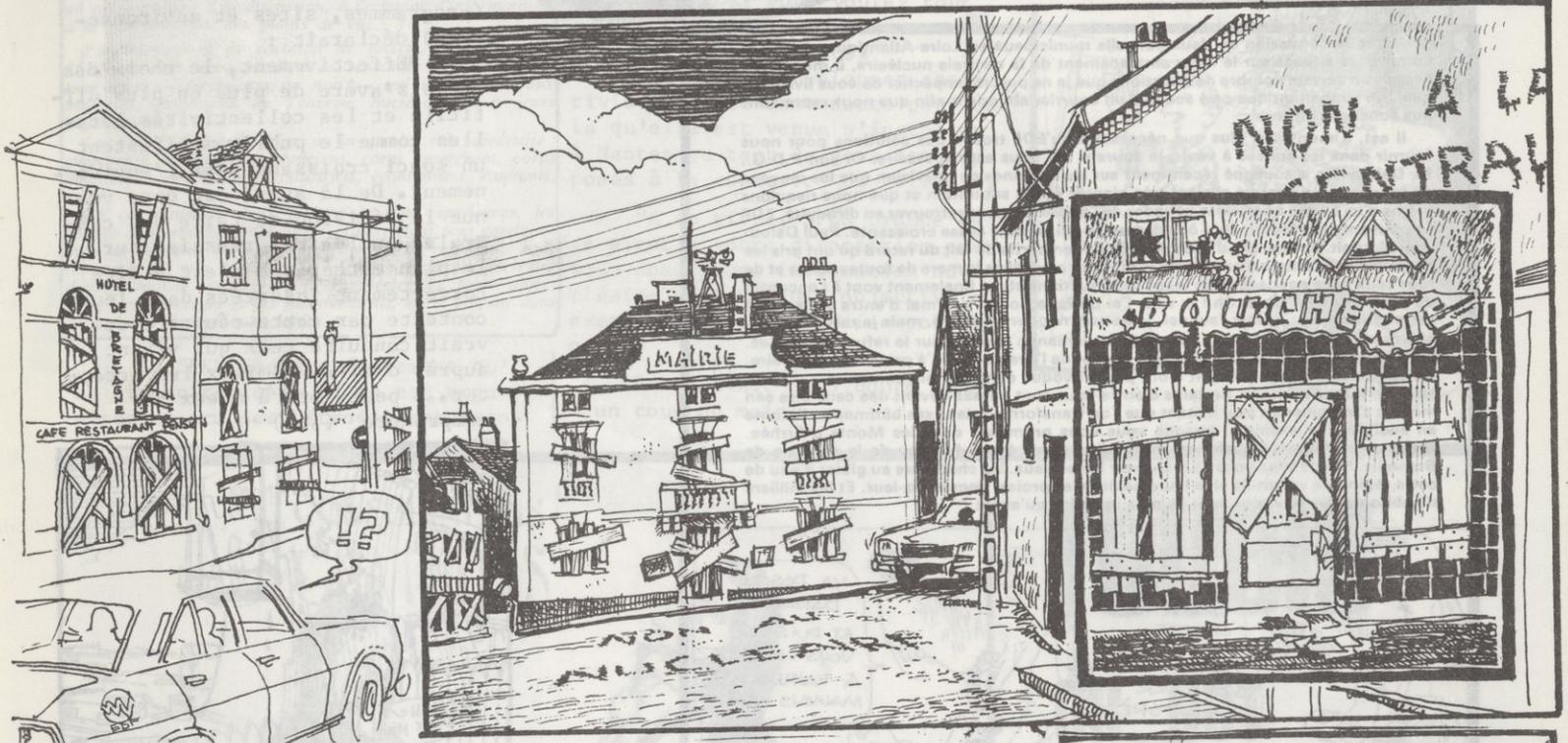
apl

INFORMATIONS
REGIONALES
HEBDO
n°36. 7 JUIN 1970
dir. B. Lambert 3F50

LE PELLERIN :
DEJA L'EXODE!



LE VILLAGE MORT



ICI NON...



ABOIEMENTS PRO-NUCLÉAIRES

Nantes-Expansion, l'hebdomadaire de petites annonces proche du R. P. R., nous livre cette semaine une chronique sur le nucléaire.

Le Petit Roquet, chroniqueur anonyme, réactionnaire, démagogique et populiste (mélange subtil et racoleur) a des idées sur le nucléaire et les enjeux du moment dans la région.



Après la démission de deux conseils municipaux en Loire-Atlantique, dans des communes situées sur le futur emplacement de la centrale nucléaire, il me vient à l'esprit un certain nombre de questions que je ne puis m'empêcher de vous livrer, tel quel, en souhaitant que cela soulève un courrier abondant afin que nous reprenions nos échanges de vues.

Il est, à mon avis, plus que nécessaire qu'EDF trouve des solutions pour nous fournir dans les années à venir, le courant qui nous est nécessaire. Or son P.D.G., M. Delouvrier, a souligné récemment sur les antennes de télévision que les moyens de fabrication d'énergie allaient très bientôt être à saturation et que nous risquions même d'ici à 1980, à certaines périodes de l'année, de nous retrouver en difficulté, EDF ne pouvant plus fournir face à la demande qui va sans cesse croissante. Paul Delouvrier ajoutait, ce manque d'énergie provient en partie du fait du retard qu'ont pris les chantiers des centrales nucléaires... Voilà un pavé dans la mare de toutes celles et de tous ceux qui s'opposent à de telles constructions et qui finalement vont à l'encontre du progrès inéluctable. Oh ! je sais, j'ai du faire bondir pas mal d'entre vous après cette affirmation, je dois l'avouer, je ne suis ni pour ni contre, mais je raisonne logiquement. L'écologie ne doit pas continuellement s'appuyer sur le refus des choses, il faut savoir faire la part de tout cela et aller de l'avant. Jusqu'à preuve du contraire, les centrales qui fonctionnent n'ont pas provoqué dans leur environnement de problèmes, même mineurs. Certains d'entre vous sont passés devant des centrales sans même s'imaginer un seul instant que l'on transformait dans ses bâtiments, l'atome en énergie. Par exemple, lorsque vous vous promenez dans les Monts d'Arrhée, Braspart se trouve à quelques petits kilomètres, à vol d'oiseau de la centrale de Brennilis. N'entendez-vous plus chanter les oiseaux, les chasseurs au gibier d'eau de cette région ne voient-ils plus leurs habituelles proies, demandez-leur. Et les milliers d'habitants des environs sont-ils plus malades qu'avant ?

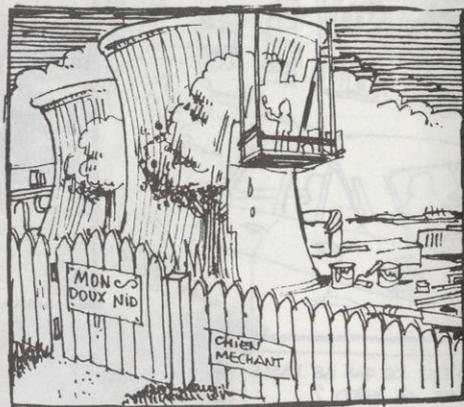


des centrales esthétiques

En février 1976, une revue d'architecture, CREE, présentait les centrales nucléaires, rubrique "Beauté indomptable".

Un membre de la direction d'EDF, J. C. Lebreton, chef du département Etudes Générales (programmes, sites et environnement) déclarait :

"Effectivement, le choix des sites s'avère de plus en plus difficile et les collectivités locales comme le public manifestent un souci croissant pour l'environnement. De là aussi est donc venue la décision de faire des centrales nucléaires réussies sur le plan esthétique c'est à dire correctement insérées dans leur contexte car cette réussite devrait conduire ceux qui vivent auprès d'elles à mieux les accepter... peut-être à mieux les comprendre" (...)



"(...) l'esthétique de la centrale peut aider à dissiper l'inquiétude qu'elle suscite (...) Le procès qui consisterait à juger de la qualité de l'insertion dans le site est le seul procès qui devrait jouer un rôle décisif dans l'implantation d'une centrale nucléaire".



C'est la version comportant des tours de 180 m (aéroréfrigérants à tirage naturel) qui a la préférence d'E.D.F. Ce dessin montre de quelle façon la centrale s'inscrit dans la campagne du Pellerin.

NUCLEAIRE EN PROMOTION

En cette période de crise économique saluons la naissance d'une nouvelle société : "La société française d'énergie nucléaire".

Cette nouvelle "société" en réalité une Association loi 1901 vient de distribuer un petit dépliant sur lequel on peut lire :

La Société Française d'Énergie Nucléaire, Association de personnes régie par la loi de 1901, a pour objectif fondamental de favoriser l'avancement des sciences et des techniques nucléaires en offrant à tous les spécialistes concernés un cadre propice à la discussion, à l'échange d'informations, à la confrontation des points de vue.

Parallèlement à sa vocation de société scientifique, la SFEN se veut aussi un lieu de rencontre privilégié pour tous ceux — spécialistes ou non — qui s'intéressent aux multiples utilisations de l'énergie nucléaire et à leurs implications.

La SFEN s'adresse donc à un public très diversifié : chercheurs, ingénieurs, techniciens, corps enseignant, corps médical et para-médical, industriels, économistes, étudiants, etc.

La confrontation des opinions et des expériences, les actions d'information engagées vers l'extérieur sont conduites dans un esprit de dialogue constructif et de respect de tous les points de vue. Il s'agit de « situer » l'énergie nucléaire dans le monde contemporain, d'apprécier, en toute objectivité, ses avantages et ses inconvénients, en la plaçant dans un contexte énergétique global.

La SFEN indique également qu'au niveau régional, elle est organisée en groupes "étroitement asso-

ciés à la vie nationale de la société, tout en disposant d'une large autonomie.

Elle édite une revue : Revue Générale Nucléaire... et a contribué à la création de la Société Européenne de l'Énergie Nucléaire.

Entre pays européens, serrons nous les coudes pour développer le nucléaire !

Enfin, si vous voulez tout savoir, la SFEN comptait en octobre 77 2 800 adhérents.

Elle entend développer ses activités. C'est sans doute pour cela qu'elle est venue s'installer à Nantes ou tant de gens sont opposés à la centrale du Pellerin.

"A ce titre, SFEN Groupe 44 se tient à votre disposition pour vous donner une information nucléaire scientifique, objective et exempte de toute pression politique".

L'EDF avait sans doute besoin d'un coup de main.

Puisque la SFEN se dit ouverte à toutes discussions, on peut toujours aller lui rendre visite.

Voilà l'adresse :

SFEN Groupe 44
Maison des Ingénieurs, 24 rue
Crébillon - 44000 NANTES



Lundi dernier, 23 octobre à la Bourse du Travail : meeting sur la santé à l'occasion de la plainte déposée par le Conseil de l'Ordre contre 7 médecins nantais pour non paiement de leur cotisation depuis 1975.

Beaucoup de monde : 400 personnes environ remplissaient la salle.

Les interventions se succédaient à la tribune, écoutées avec attention et ponctuées par des applaudissements : médecins inculpés, SMG, CGT, CFDT, Association des Centres de soin, Planning Familial.

Le débat, par contre, ne réussit pas à s'instaurer :

- disposition de la salle ?
- manque de micro-balladeur ?
- ou manque de perspectives immédiates ?

On apprenait effectivement que le procès n'avait pas lieu le lendemain, mais était vraisemblablement reporté au 13 décembre.

Dans la salle, un membre du P. S. rappelé que le groupe socialiste allait déposer un projet de loi pour la suppression du Conseil de l'Ordre.

TOUBIB OR NOT TOUBIB

Au nom de la L. C. R. quelqu'un rappela la lutte à propos du centre d'I. V. G. (Interruption Volontaire de Grossesse) de Saint Jacques.

"C'est en bonne voie, rassure de Ramon (directeur du centre). Nous serons installés au 1er janvier!"

Quelques autres interventions sur le secret médical, le droit du malade à la vérité, les structures à mettre à la place du conseil de l'ordre.

Une proposition de mobilisation dès maintenant sur les quartiers tomba un peu à plat.

Rendez-vous donc en décembre.

- A. P. L.

LEGITIME DEFENSE

DEFENDRE QUI?

C'est braderie ce dimanche 27 juillet 1978, à Pornichet. Dans cette station qui se veut familiale, à l'ombre des palaces de la Baule, la braderie est un des sommets de la saison.

Beaucoup de vendeurs de toute la région, beaucoup de touristes étrangers, beaucoup d'acheteurs.

La journée a été chaude pour Boussion, Maillard et Belliot, les trois hommes qui pénètrent en fin d'après-midi dans le café du Centre, l'esprit embrumé d'alcool.

Le Café du Centre ? Vraiment un troquet, un petit zinc, trois tables à l'intérieur, une minuscule terrasse devant, une petite salle qui fait restaurant le samedi soir ; rien à voir avec les cafés prétentieux du bord de mer ou les cafés cossus qui l'entourent, rue du général de Gaulle, la grand-rue de Pornichet.

Les trois hommes s'approchent du comptoir, demandent à être servis : le patron refuse. Ils insistent, l'un d'eux saisit une bouteille de vin blanc sur une étagère, la patronne réussit à la lui reprendre.

Bousculades, le patron s'enfuit dans la cuisine, suivi par Boussion.

Sur une étagère, le patron a empoigné un grand couteau et se retourne au moment où Boussion arrive sur lui.

Ils luttent quelques instants puis Boussion reçoit deux coups de couteau dans le thorax, fait quelques pas et s'écroule sur le seuil du café, mort, touché en plein coeur.



"Imaginons Sadoun commerçant français, ne serait-il pas libre depuis longtemps ? Pourquoi ce traitement différent, si ce n'est le racisme ?"

Et certes, il s'agit bien d'un détail extraordinaire au moment où la notion de légitime défense ne connaît plus de limites pour les commerçants honnêtes et les flics intrépides.

Mais reste une question : au nom de l'anti-racisme faut-il justifier l'auto-défense et s'inscrire, bon gré - mal gré, dans ce courant qui justifie le lynchage et l'élimination définitive de "tous les dangereux".

Alors, un arabe victime du racisme ou un consommateur tué par un cafetier en colère ?

Pour éviter de choisir une victime, nous avons fait une enquête à Pornichet, la Baule et Saint Nazaire.

Nous y avons vu un brigadier de police baulois; Tinière, avocat de Sadoun; Angeli, avocate de la famille Boussion; les journalistes de "Ouest France" et "Presse Océan"; les commerçants de Pornichet; la mère de Boussion un voisin; le comité d'entraide.

Et nous sommes revenus perplexes.

Le beau-père de Boussion, Maillard, lance la caisse enregistreuse dans la vitrine, sort le juke-box sur le trottoir, arrache le distributeur de bière et s'écroule, ivre-mort (2,20 gr dans le sang) dans le couloir.

"Un saccage hors du commun" diront les flics qui font emmener Boussion et coffrent Maillard et le patron du café.

Quelque temps plus tard, Maillard est libéré ; le patron du café, lui, reste en prison. Il y est toujours puisque jeudi soir (26 octobre) la justice

refusait pour la deuxième fois la demande de mise en liberté déposée par son avocat, Tinière.

Un tout petit détail qui a son importance : le patron du café s'appelle Mohamed SADOUN, il est algérien.

Ce tout petit détail n'a pas échappé à quelques uns qui ont constitué rapidement un "comité d'entraide" à la famille Sadoun et posé publiquement la question :

Disons le tout de suite : l'histoire de Mohamed Sadoun est limpide, il n'a jamais cessé d'être une victime.

Né en 1940 en Kabylie dans une famille pauvre, il se retrouve orphelin à 2 ans.

Il travaille très tôt et à 11 ans, victime d'un accident, il est handicapé de la cheville et ne cessera pas depuis de boiter.

Son premier séjour en France, il le fait à 14 ans et ce n'était pas du tourisme.

En 1961, il s'installe définitivement en France, tour à tour ouvrier spécialisé chez Renault, manoeuvre, livreur, conducteur de poids lourds.

Le café



En 1970, il fait venir sa famille à Pornichet et en 1975, achète à crédit le petit café du Centre qui n'avait pas une réputation fameuse et ne faisait guère d'affaires.

Il reprend et peu à peu reconstitue une clientèle, notamment en servant le samedi soir une spécialité de couscous appréciée.

L'histoire "exemplaire", presque trop belle de l'immigré qui, par un travail forcené, va enfin sortir la tête de l'eau.

Sur Sadoun lui même, peu à dire : les voisins et la police le décrivent comme un homme calme et sociable.

Seulement, derrière cette façade de réussite sociale en devenir, se cachait depuis longtemps une peur, la peur inspirée à Sadoun par un groupe d'hommes bien décidés à profiter de l'aubaine : un cafetier arabe et d'apparence fragile.

Dans une lettre de prison impressionnante, Sadoun décrit sa terreur permanente : "je ne sortais pratiquement plus que pour faire mes courses le plus vite car j'avais peur de les rencontrer. Je ne voulais pas laisser derrière moi six petits gosses et ma femme", avoue-t-il.

violence



Depuis deux ans les scènes de violence s'étaient répétées, provoquées par un groupe de sept ou huit hommes ("une bande" dira-t-on par commodité) parmi lesquels Boussion, la future victime.

Quelques exemples : un jour Boussion casse une bouteille et pose le tesson sur la poitrine de Sadoun en le menaçant mais sa femme s'interpose et l'affaire en reste là.

Bien significative aussi l'histoire du papillon.

"Son copain Michel avait un grand tatouage sur la poitrine, (un papillon) et ils m'avaient promis qu'un de ces jours ils casseraient mon bar et ils me disaient : "toi, Sadoun, à quatre pattes, tu viendras embrasser ce papillon !"

Parfois la violence prend des proportions de cinéma américain, "un vrai western" dit Sadoun.

"Michel et un de ses copains ont parlé ensemble et se sont bagarrés. Quand ils ont eu fini, Michel m'a ordonné d'un ton sec : Sadoun mon demi ! Faisant semblant de ne pas entendre, j'ai ramassé les débris d'un verre qu'ils avaient cassé pendant la bagarre. Toujours d'un ton menaçant, il me redemanda un demi et moi qui lui disais : payez-moi au moins ce que vous me devez.

"Il voulait certainement me donner un coup de poing, mais ma main pleine de verre s'abattit sur sa tête. Son ami, voyant qu'il saignait vint à la rescousse.

"Ma femme m'agrippa et me fit rentrer dans la cuisine où elle réussit à fermer la porte.

"Le Michel se releva et sac-cagea le bar à coups de chaises et de bouteilles.



"Mon fils de 10 ans réussit à passer par la fenêtre et à appeler la police qui arriva aussitôt et arrêta les deux après une bagarre.

"Le soir même, apprenant que leurs copains étaient au commissariat, Boussion et plusieurs de ses amis sont venus.

"Dès que je les ai vus je suis rentré dans la salle à manger où le téléphone se trouvait. Je réussis à m'enfermer et à appeler la police.



"Boussion essaya de toutes ses forces de casser la porte de la salle à manger malgré les pleurs de ma femme et de tous les enfants.

"Il réussit à tordre la serrure de la porte, laquelle est toujours restée tordue depuis ce jour".

Le jour du 14 juillet, la grande glace du café vole en éclats. Le samedi suivant, soir de couscous, Boussion survient et menace Sadoun.

Des clients s'interposent mais le ton monte ; le cafetier va chercher une carabine et, avec l'aide d'un client yougoslave, met Boussion à la porte.

La police chaque fois prévenue, met de la mauvaise volonté à intervenir. Jusqu'au jour où des membres de la bande sont condamnés en justice.

Suit une période de calme relatif qui ne cessera pas avant le 27 juillet 1978.

victime

D'une certaine manière, c'est en victime que Sadoun apparaît le dimanche où BouSSION entre dans son café pour la dernière fois.

Rien à voir avec le commerçant tirant sur un petit voleur de pommes.

Sadoun sait bien que son café-restaurant ne marchera que s'il est mieux tenu qu'un café français ; or, BouSSION et la bande menacent cette réussite puisqu'ils font fuir les clients et compromettent sa saison.

Nul doute que le soir de la braderie, les affaires ayant bien marché, Sadoun mesure l'étendue de ce qu'il va perdre et surmonte sa peur pour en supprimer l'objet.

Dans sa lettre de prison écrite longtemps après, Sadoun l'avoue à la fois crûment et naïvement, alors qu'il a tué un homme et que le juge d'instruction attend de lui du remords :

"Je pleurais sans que les larmes puissent tomber en entendant tout casser dans le bar ; pour un désastre c'en était un".

La peur de perdre tout, jointe à l'infériorité physique et la terreur inspirée par le racisme, voilà les raisons profondes de l'acte de Sadoun.

Et, acquitté ou condamné, Sadoun restera pour longtemps une victime.



Dès qu'il sortira de prison, il ne lui restera qu'à rentrer au pays.

Et le racisme dans cette affaire ?

Il existe à l'évidence dans les motivations de la bande.

Plusieurs fois, avant le meurtre, reviennent des "votre bar va sauter et ton bougnoule de mari aussi", ou "Sadoun, tu n'es qu'un raton, tu vas foutre le camp d'ici".

BouSSION mort, ce sont aussi les menaces envers Madame Sadoun : "Un français est mort, un arabe doit payer" et les vexations à l'école pour les enfants.

Le racisme le plus crasse, ce lui de l'ignorance et des préjugés, toujours latent mais soudain ré-activé par l'alcool.

Et puis, arabe et meurtrier, Sadoun ne bénéficiera pas de la "solidarité" (tellement ambiguë !) des commerçants français.

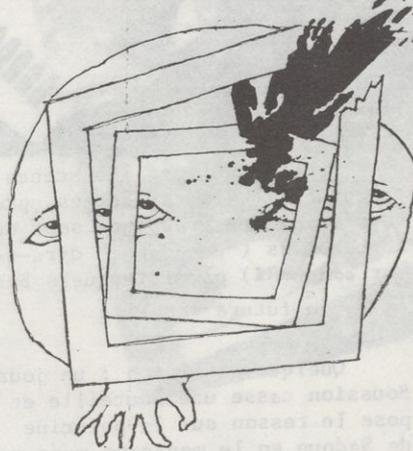
Pour autant, il est difficile de parler d'un racisme triomphant et généralisé.

Dans Pornichet déserté, ces jours gris d'octobre, on ne rencontre guère que des retraités et des habitants de souche, repliés frileusement dans les rares cafés ouverts.

Un jeune cafetier nous dira, justifiant le silence fêtu qu'on oppose à nos questions :

"Les gens ne veulent pas parler aux journalistes, parce qu'il s'agit de deux gars d'ici".

Oui, d'ici, BouSSION et Sadoun.



De même que chacun semble regretter les graffitis à la peinture sur la route et certains immeubles : "Sadoun assassin", graffitis ambigus, indirectement racistes, comme si les amis de BouSSION avaient censuré leur conviction, par peur d'aller trop loin.

Tout cela était-il évitable ? On reste fasciné par cette spirale de la violence et de la peur, s'appuyant et se renforçant l'une l'autre.

Et apparaissent bien dérisoires les déclarations sentencieuses de certains commerçants ("Sadoun aurait du garder son sang-froid") ou des membres du comité d'entraide ("A sa place, j'aurais fait pareil").

La question est ailleurs. Un homme est mort, un autre est en prison. Et il y est victime d'une discrimination secrète, feutrée, et se donnant de surcroît les apparences de la justice.

En quoi le crime de Sadoun est-il plus grave que ceux récemment commis par des français, laissés libres ? Quelles preuves Sadoun pouvait-il faire disparaître ? Où pouvait-il s'enfuir ?

Autant de questions qu'on doit poser à la justice.

Mais faut-il pour cela faire "la bande" plus raciste qu'elle n'est déjà, faut-il la faire plus délinquante ?

Comment justifier ce communiqué de la section de Pornichet-La Baule du parti socialiste : "s'étonnant que des individus connus depuis longtemps puissent se livrer en toute impunité à des actes de vandalisme et d'intimidation contre la population de Pornichet"

Chicago, pas moins.

Qui sont-ils donc ces dangereux bandits à éliminer par tous les moyens ?

délinquants. ... bien ordinaires

Ces gens existent encore, même si nous ne les avons pas rencontrés.

Par touches successives, en discutant avec des proches, nous avons pu nous en faire une idée.

M^{me} Thérèse Angeli, "48 ans de barreau", ne nous aura guère aidés. Elle a une connaissance distraite de l'affaire...

Elle ne veut rien affirmer "l'affaire commence à peine", mais quand même.

Sadoun ? "Il a choisi le bon couteau, il n'y avait pas plus gros. Le mort avait une blessure atroce, l'autre a fourragé là-dessous".

Racisme ? "Non, nous avons beaucoup d'algériens à Saint-Nazaire. Je connais un très brave type, un français (!) à 100 %".

BouSSION ? "Tout le monde ses amis, sa famille, dit qu'il était gentil, qu'il ne buvait pas. D'ailleurs, la mère de BouSSION encouragée par ses amis, a créé un comité de soutien: ils ont déjà 43 signatures et ce n'est pas fini".

La légitime défense ? "Si je trouvais mon fils mort, je n'attendrai pas la justice de mon pays je la ferai moi-même".

Ce contre-comité créé il y a 15 jours "proclame son honnêteté dans cette affaire, apporte son soutien à la famille si éprouvée par ce deuil atroce, ne réclame d'argent à personne. La victime était un garçon tranquille, gentil qui ne s'adonnait pas à la bois-son".

En allant voir la mère de Boussion dans une cité HLM de Saint Nazaire, nous tombons sur un voisin, grand, du ventre et de la moustache, un chauffeur-routier

"Vous allez voir la mère du mort ? Elle est très remuée. Une femme très bien, je la connais depuis des années. Pas d'histoires.

"Le gars aussi était très gentil mais je ne le connaissais pas on le voyait pas souvent.

"J'ai signé la pétition bien sûr, sans regarder. Sadoun je le connaissais du temps qu'il était chauffeur. Un type gentil mais ils ont ça dans le sang, la preuve.

"Y a rien à faire. Je les connais bien, j'ai fait la guerre en Algérie. Et puis, Marseille, c'en est plein. Tu pisses contre un camion, t'as un couteau dans le dos. C'est tous des relégués là-bas".

La mère de Boussion ne nous parlera pas vraiment, une longue plainte, comme une incantation.

"Un grand fils, si gentil, le perdre, c'est atroce, atroce. Je ne peux pas vivre sans lui et c'est irrémédiable. Vous ne trouverez personne pour dire du mal de lui, il ne buvait pas, il ne se bagarrait pas et il est mort, assassiné !"

Difficile de porter crédit à un tableau si émouvant. Boussion et la bande n'étaient pas des anges à défaut d'être des truands.

Car truands, ils ne le sont pas vraiment.

Des habitants de Pornichet nous ont confirmé que les gars de la bande étaient un peu bagarreurs, un peu violents, souvent saouls : "Vous savez, des bandes de ce genre, il y en a dans toutes les villes. Mais ça ne va jamais bien loin".

La charcutière s'est fait piquer du pâté, des cafetiers les ont expulsés, mais est-ce que cela va au delà ? Certains parlent de racket : si refuser de payer un demi de temps à autre c'est du racket, alors d'accord, mais entre cela et Le Milieu...

D'autres vont plus loin et sous-entendent des trafics, des petits jeux autour du casino de Pornichet.

Au commissariat de la Baule, on se tait là-dessus. De toute façon, la bande n'a pas la carure de flambeurs de haut-vol.

Alors, il faut plutôt s'intéresser à la micro-société de Saint Nazaire-Pornichet-la Baule.

La bande est avant tout une collection de paumés, des loubards de banlieue ou de campagne prolongés (Boussion avait 26 ans, les autres entre 25 et 40 ans).

Ils vivent un peu en marge : 3 mois de travail intérimaire, les vendanges, la vente sur les marchés, et puis les expédients, le travail noir et peut-être quelques trafics.

Pour les uns de la taule, pour les autres non, pour tous la débrouille individuelle contre les contraintes. Des grandes gueules.

"Ils sont désespérés ; ils ne peuvent, pour des raisons diverses, s'intégrer. Alors ils se regroupent et mettent la merde, avec toujours omniprésent l'alcool" dit un journaliste de St Nazaire.

Venus de l'arrière pays brièron ou des banlieues ouvrières touchées par le chômage, ils se défoncent dans Pornichet et

la Baule, symboles du loisir, du fric facile sans travailler. Le rêve.

Ne pas oublier non plus la bagarre quotidienne avec les cafetiers. Pour la bande, dans un café, il y a un patron qu'on impressionne, à qui on essaie de voler des tournées.

Certains jouent le jeu, perdent un peu d'argent mais sont tranquilles : pas de casse. Sadoun n'avait pas la possibilité de jouer...

Au terme de cette enquête, on se sent floué, de tous côtés des impasses. L'idéologie de la légitime défense est abjecte : ce môme de 8 ans tué par son père, ces cafetiers tirant sur tout le monde.

Un fascisme quotidien qui s'installe, insupportable. Mais quelle illusion de croire que la justice pourrait être un moindre mal.

L'obsession de la sécurité c'est l'Etat qui l'a forgée.

Aujourd'hui, on emprisonne un algérien parce qu'on veut faire sentir aux commerçants français, à peu de frais, les limites de l'auto-défense.

Mais personne n'y gagne, toujours plus de quadrillage, de contrôle.

A long terme, c'est la disparition des différences, l'exclusion des anormaux de tous poils. Et les partis de gauche en redemandant. Trouver une voie intermédiaire, autonome, d'ici peu, c'est peut-être au sens littéral une question de vie ou de mort.

- enquête A. P. L. -

"LES FAUVES SE DOMPTENT"

"Légitime défense" est un mouvement né récemment à l'initiative de quelques juristes réactionnaires dont ROMERIO, ancien Président de la Cour de Sureté de l'Etat.

Nous publions ci-dessous, un article du journal "Le Monde", donnant des extraits du premier congrès de cette association ayant réuni 193 personnes.

Car c'est quoi Légitime défense, sinon un syndicat de la peur ? Au crime avec un grand C. « à la dictature féroce du youyou qui n'est ni la liberté ni la démocratie ». Légitime, défense a choisi d'opposer la lutte, armée s'il le faut. Car « dans le combat de l'ange contre la bête », apocalyptique presque peinte par M. Romero, une certitude s'impose : « le crime n'est pas fatal ; il n'a pas de motifs sociaux, politiques, économiques. Le crime n'est qu'une question de cruauté individuelle, de goût du lucre, de méchanceté, de perversion ». L'objectif alors est net, comme le dit ce tract distribué à l'entrée : « Les fauves se domptent. »

« Il faut défendre sa vie. La légitime défense n'est pas qu'un droit, mais un devoir » ;

Exemplarité des peines, donc « épression », car il n'y a pas de liberté sans ordre ». Des peines non seulement « dissuasives », mais « éliminatoires » doivent être prononcées. « Il y a des individus qui ne méritent pas de vivre. Et puis, d'ailleurs, la peine de mort est dissuasive ; les truands ne s'y trompent pas qui se l'appliquent entre eux. Regardez Marseille. Les victimes doivent se battre pour la répression.

Et puis, parce que, d'une certaine façon, « tout fout le camp », plus de travaux forcés. « Cent cinquante assassins par an en France et, en dix ans, sept exécutions capitales ». Les grandes manœuvres s'imposent. « Le droit de grâce est un droit régalien, le régime du bon plaisir, pas un droit d'Etat démocratique. » A supprimer. « Une peine est faite pour être exécutée intégralement. » Supprimons les remises de peine. Le régime des permissions ? Le Parlement vient de le réformer. C'est une première victoire ; nous en remporterons d'autres. »

Légitime défense a trouvé son procureur, après son président et son avocat de la partie civile ; il ne lui manque plus maintenant que ses coupables, ces « intellectuels », mais aussi, tonnera M. Parisot, « les gens du Syndicat de la magistrature qui prétendent rendre la justice au nom du peuple français, ce sont des menteurs, des gens qui baffouent le peuple français. Des braves gens, voilà ce qu'est le peuple français. Ils ne sont pas écoutés, ils n'ont pas le droit à la parole, ils ont contre eux la presse et ces instruments de perversion que sont le cinéma et le théâtre. Il faut que cesse cette propagande infâme qui s'exerce contre nous »

« Quand je lis qu'il faut mettre fin à Légitime défense, je me demande où est la liberté d'association. Nous comparer au Ku Klux Klan, il y a de l'abus. Non, il ne faut pas mettre fin à Légitime défense, mais au contraire la faire croître et embellir. »

Bravo, bravo, a applaudi la foule, avant de demander des conseils pratiques. « Faut-il tirer ? » Mais oui, mais oui, et le premier autant que possible, ont répondu les orateurs. Mais, s'est, tout de même

inquiété un homme : « Est-ce que ça ne deviendra pas Chicago ? Comme m'a dit mon neveu de trente ans. Remarquez, je me suis fâché, j'ai été très ferme avec lui, en vrai missionnaire de légitime défense. Mais son objection, m'a troublé. Mais non, mais non, ont répondu les orateurs, « dès l'instant où il ne s'agit pas d'attaquer, mais de se défendre ». Ah bon, ah bon, s'est dit en se rasseignant le missionnaire rassuré. Lui.



CRÉDIT AGRICOLE

vous l'écrire, c'est bien, en parler...c'est mieux"

Il y a près d'un mois, Jean CADIOT arrêta la grève de la faim qu'il avait entamée devant le Crédit Agricole pour obtenir un financement correct et affirmer publiquement le droit syndical des paysans face au Crédit Agricole (la banque mutuelle des paysans !).

Depuis, que ce passe-t-il ?

- J. CADIOT, qui n'a pratiquement rien obtenu à la fin de sa grève, fait une nouvelle demande de financement face au Crédit Agricole ;

- par contre, les conséquences de l'action sont bénéfiques pour d'autres paysans qui obtiennent comme par enchantement les prêts qu'ils attendaient (sans espoir pour certains) depuis bien longtemps ;

- l'action a permis de débloquent l'expression des paysans sur leurs problèmes face au Crédit Agricole.

Mais face à la répression du C. A. et à son pouvoir, les paysans ne peuvent se battre seuls. Il faut renforcer la solidarité dans la lutte contre ceux qui nous exploitent et décident à leur gré de notre emploi et de nos conditions de travail.

Pour faire le point sur tout cela, les Paysans Travailleurs invitent les personnes et les groupes qui ont participé au comité de soutien créé au cours de l'action, ainsi que tous ceux qui le veulent :

à une réunion le VENDREDI 3 NOVEMBRE - 20 H 30 au centre social de la Bernardière, rue de Dijon - SAINT HERBLAIN - (zup de Bellevue).



On fera aussi le point sur les formes concrètes de solidarité.

- Paysans Travailleurs Loire - Atlantique -

DÉSERTEUR LIBÉRÉ



ALAIN HAIE
- engagé déserteur depuis un an et demi (arrêté à la Roche/Yon; - après 15 jours de grève de la faim.

teur n'a été condamné qu'à 3 mois de prison avec sursis par le tribunal militaire de Metz. Jean René dénonçait aussi la publicité mensongère de l'armée.

Aujourd'hui, nous savons que l'armée tentera un jour ou l'autre un procès à Alain.

Devant cela, nous restons mobilisés et réaffirmons les trois points de son soutien :

- sa liberté totale ;
- le droit à tout militaire de résilier son contrat ;
- la dénonciation de la publicité mensongère de l'armée.

Chaque année, plus de 1 000 militaires quittent l'armée. Si l'armée cède devant J. R. Quinard et Alain Haie, elle doit céder devant tous.

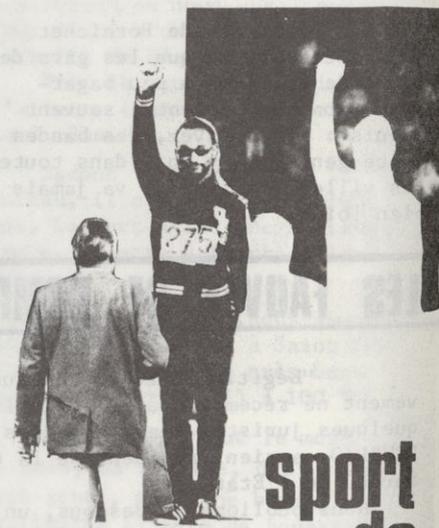
- Alain et le comité de soutien -

Ce premier acquis aux dépens de l'armée est l'ABOUTISSEMENT d'une lutte menée par Alain dans la prison de Rennes et par le Comité de soutien.

L'armée a fait cette concession pour éviter que le cas d'Alain continue à faire trop de bruit...

Les 15 jours de grève de la faim d'Alain ont contraint d'armée à le libérer.

L'armée vient donc de céder pour la deuxième fois devant la détermination d'un déserteur : Jean René QUINARD sergent déserteur



sport de compétition

La prochaine réunion du COBA aura lieu :

LE MARDI 7 NOVEMBRE à 20 H 30, 26 bis bd R. Schumann - NANTES.

Cette réunion tournera autour de la compétition :

- idéologie et compétition ;
- le poids des institutions ;
- plaisir et compétition

....

PROFESSIONS LIBÉRALES = des emplois à gogo...

C'est ce qu'un de leurs porte-paroles a récemment déclaré (cf. "Ouest France début novembre), sans doute dans l'espoir de récupérer la manne gouvernementale sous forme de stagiaires Barre, et de réductions de charges sociales.

Ces messieurs dames aspirent donc à devenir employeurs ?

Certains d'entre eux, même s'ils affichent à l'occasion des opinions de gauche (faut savoir faire plaisir au client !) deviennent bien peu scrupuleux face à leurs employés !

En période de chômage, la partie est trop belle pour tous les rapaces ; un exemple :

- une annonce est passée dans les quotidiens nantais par un cabinet de médecins Sud Loire, qui recherche une réceptionniste-secrétaire à plein temps :
- cette annonce entraîne 500 réponses. Un succès (facile !) qui monte à la tête de nos médecins employeurs de main-d'oeuvre ;
- ils retiennent parmi ces 500 postulants quatre personnes dont l'une nous raconte son "embauche".

Ma candidature ayant été retenue, je suis convoquée par les deux médecins qui me présentent les conditions de salaire : SMIC sur 40 H et 4 heures payées en heures supplémentaires.

Le lundi matin suivant à 8 H 30, un appel téléphonique me demande de me présenter immédiatement au travail

Je me prépare en toute hâte et y arrive à 9 H 30.

Sans aucune explication un des médecins me demande de travailler avec la titulaire du poste à pourvoir, qui doit le quitter à la fin de la semaine.

Le lendemain mardi, je demande à mon patron de me fournir un papier afin d'avertir l'ANPE où je devais normalement pointer le mercredi.

C'est alors seulement qu'il m'explique :

"ce n'est pas grave, vous partez ce soir de toutes façons. Comme chacune des trois autres personnes retenues, vous êtes prise à l'essai pour deux jours. Nous vous avertirons ensuite de notre choix "définitif"."

Je suis partie sur le champ suffoquée par un tel mépris envers les salariés.

J'ai reçu la semaine suivante une lettre m'annonçant que je n'avais pas été retenue, et me demandant mon numéro de sécurité sociale afin que les 6 heures de travail que j'avais effectuées me soient réglées.

Quels employeurs vertueux serez vous donc, chers notaires, médecins, avocats !

Monsieur Barre peut vous faire confiance, vous ne gaspillerez pas en salaires exagérés les billets de 50 et 100 F. que vous prélevez si facilement dans les poches des travailleurs.

- la première des quatre -



BRISSONNEAU

Suite à une première annonce de licenciements, un Comité d'Entreprise extraordinaire s'est tenu lundi dernier.

La confirmation de ces licenciements d'ici à mars 79 y a été faite.

Dans l'après-midi, les ouvriers ont donc manifesté dans le centre ville, et se sont rendus à la Chambre de Commerce qu'ils ont occupée.

Jeudi dernier, ils ont obtenu de FR 3 l'assurance d'un bref reportage sur l'entreprise.

Celui-ci doit avoir lieu au début du mois de novembre. En attendant, les discussions vont bon train sur les actions à mener.

stagiaires barre

Dans le n° 46 de l'APL (du 11 au 18 octobre), à la suite de l'article sur les stagiaires Barre : "Un pipi dans la marre du chômage", a été publié un dessin caricaturant ces stages.

Le comité des ex-stagiaires Barre dégage toute responsabilité quant au texte de ce dessin qui dit finalement le contraire de ce que nous voulions dire.

- comité des ex-stagiaires barre -



Rectificatif:
...ça va mal...ça va mal...ça va mal...ça va mal...ça va mal...ça va mal...ça va mal

HISTOIRE de POUBELLES

une Lettre de la mairie de NANTES

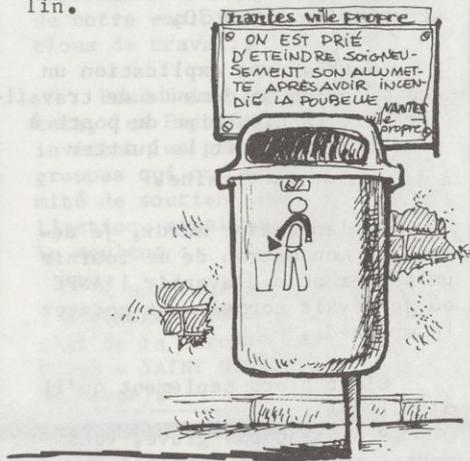
La municipalité a décidé de promouvoir, à partir de septembre dernier, une opération Ville propre, afin de rendre plus agréable les voies de notre cité.

Chacun a pu déjà se rendre compte des effets positifs de cette campagne. Les nombreuses lettres reçues en Mairie à ce sujet attestent de la satisfaction générale de voir ce délicat problème pris en considération.

Mais la réussite d'une telle opération s'appuie autant sur des équipements de dissuasion que sur la prise de conscience et c'est pourquoi les élus ont fait appel à plusieurs entreprises, au sens civique des nantais dont la coopération est nécessaire.

Ce sens civique semble faire défaut à certains individus qui ne représentent heureusement qu'

une très faible minorité. C'est ainsi que trois corbeilles à papiers viennent d'être incendiées à deux reprises place Royale et rue de la Marne, et d'autres forcées rue Crébillon et place Grassin.



Ces corbeilles ont été choisies en fonction de leur esthétique. De couleurs agréables, elles sont pratiques et ne comportent aucune publicité ; c'est donc le seul plaisir de détruire qui semble guider la vindicte de quelques noctambules.



On comprend aisément que de tels agissements aient besoin de l'anonymat nocturne, mais si ces actes de vandalisme se multipliaient, la Municipalité se verrait contrainte par le fait de quelques uns, de ne pouvoir assurer financièrement le remplacement du matériel détruit.

Avant d'en arriver à cette extrémité, la municipalité compte sur la compréhension de l'ensemble des citoyens pour la sauvegarde du mobilier placé sous la responsabilité de chacun.

Bien entendu, une plainte contre inconnu a été déposée, ce qui veut dire que la police sera particulièrement vigilante et que les responsables risquent d'être sévèrement sanctionnés pour un acte stupide.

Nantes, le 6 octobre

SPORTIFS MUSCLÉS

Samedi 14 octobre 1978, une soirée au gymnase le C.O.S.E.C. était organisée par le club sportif A. S. B. R. en l'honneur de la venue des allemands de St-Wendel.

Un buffet campagnard faisait l'objet de la soirée accompagnée par un groupe de musiciens de St Wendel et le groupe breton GLEN.

Les tickets d'entrée, ont tous été vendus avant la soirée dans les différents clubs de l'A.S.B.R....

Deux "bandes de jeunes" se présentaient devant l'entrée aux alentours de 22 H, certains venant se divertir comme de coutume, d'autres simplement pour écouter GLEN.

Ces deux "bandes de jeunes" ont été proprement refusées : l'une d'elles s'est éloignée, l'autre est restée discuter avec l'un des "organiseurs" ! (vendeurs à l'occasion), pour connaître les raisons de ce refus, qui ne leur ont pas été fournies.

Les "cheveux longs" furent traités de "minables" et "bons à

rien" durant cette passionnante discussion (merci Mrs les "organiseurs"!).

Devant ces quelques injures correspondant tout à fait à la mentalité des "gentils organisateurs", le groupe de bons copains est resté dehors, très pacifiquement, il ne faut pas le nier.

Mais pendant ce temps, des "loubards" ont volé des canettes de bière et les ont cassées...

Vers minuit, une dizaine d'"organiseurs" (!) armés de balais et de gourdins (certains passablement emêchés) ont fait une sortie en force et ont proprement assailli le groupe passif.

Résultat : un "loubard" frappé contre un panneau de signalisation, un autre jeune qui tentait de s'opposer sans violence a eu la lèvre fendue par un magistral coup de poing (on dit que le judo est synonyme de maîtrise de soi : l'agresseur est professeur au club judo de l'A.S.B.R.) et a voulu porter plainte au commissariat, mais à



cette heure, tout le monde était couché.

Les "organiseurs" (!) se sont ensuite tournés vers deux filles et sous une pluie d'injures, leur ont tiré les cheveux et les ont bousculées plus ou moins violemment.

Heureusement que cette armée déchaînée s'est calmée devant la panique des deux agressées.

Où aurions-nous été autrement ?

Devons-nous penser que les Fest-Noz de l'A.S.B.R. sont une séance d'entraînement pour le judo ?

2 Lecteurs

a.p.l. glissements progressifs

A propos de "l'A.P.L. demain" (N° 45) : l'A.P.L. aujourd'hui ou l'information auto-censurée de l'A.P.L. sur l'A.P.L.

Les lecteurs intéressés à l'évolution de l'A.P.L. et invités en Juin et Juillet à venir discuter de ce problème avec le collectif auront été frustrés, voire scandalisés par la façon dont l'A.P.L. a rendu compte des débats sur les orientations souhaitables. (l'A.P.L. demain, N° 45)

Pour faire saisir l'âpreté des discussions, on peut rappeler que ce "nouveau fonctionnement" qui, comme le disent "deux lectrices assidues" (N° 47), est aussi une nouvelle orientation, a été acquis par un vote au sein du collectif, qu'une forte minorité s'est abstenue ou a voté contre, et que plusieurs membres du collectif risquent de s'éloigner au moins provisoirement du fonctionnement du journal et l'ont peut-être déjà fait.

Trois séries de propositions-toutes ayant leurs partisans au sein du collectif - ont été faites pour sortir le journal des difficultés exposées dans le N° 45.

1°) Une première orientation voulait renforcer le rôle du collectif et tenter de développer la présence et l'initiative de correspondants sur les lieux mêmes des conflits ; cependant aucune proposition très concrète n'était faite pour développer cette appropriation collective du journal.

2°) Une seconde orientation critiquait le contenu même de l'A.P.L. : l'A.P.L. tombe de plus en plus dans un ronronnement populiste et débile du point de vue de l'analyse politique. Les journalistes, devenus professionnels, devront donc donner le sens politique des événements relatés (sous-entendu, c'est nous les seuls vrais révolutionnaires !), ils ne pourront être censurés, a priori ; la tribune libre permettra aux lecteurs d'expliquer leurs désaccords, mais ils pour-

ront censurer le collectif (associé en outre à la discussion des orientations). De plus, une collaboration avec "Libération" est envisagée.

3°) Une troisième orientation défendue par les "3 ou 4 membres du collectif qui avaient de plus en plus pris en charge la collecte des informations", d'avantage en accord avec le contenu du journal, souhaitait cependant institutionnaliser les changements opérés dans la pratique : donner officiellement plus de poids à un "noyau de professionnels" qui pourra librement conduire plus d'enquêtes et ne sera pas soumis à censure préalable ; le collectif discutant des grandes orientations et complétant librement les informations.



Dans les dernières réunions, ce problème de la censure des "quasi professionnels" devait prendre une place centrale dans les débats, alors que par contre, les moyens d'accroître le fonctionnement collectif du journal n'était pas concrètement discutés. Finalement, c'est autour des orientations 2 et 3 que s'élaborait le compromis exposé dans le N° 45 :

- "Un noyau de professionnels ayant l'entière responsabilité de la conduite du numéro", non soumis à la censure préalable et cela semble-t-il du seul fait de leur professionnalisation.

- Un collectif discutant des orientations, complétant librement les informations et devenu "une sorte de club de discussion" (?), dont les pouvoirs apparaissent d'autant plus mal délimités que ceux des professionnels le sont avec précision.

- L'idée de donner le sens politique des événements, ou plutôt d'une orientation politique "juste" de l'A.P.L. étant officiellement écartée ainsi que celle d'une collaboration avec Libération.

Restent quelques questions :

- sur la censure : peut-on sérieusement expliquer que la seule censure acceptable n'est pas celle des gens qui collaborent de manière permanente au journal mais celle des lecteurs, et plus encore celle des gens mis en cause dans les enquêtes ? Qui peut défendre sans démagogie que les lecteurs écriront systématiquement pour rectifier les faits et les analyses ? A qui profite une telle doctrine sinon à ceux dont le pouvoir sur l'A.P.L. se trouve accru par la professionnalisation et la non-censure ? Et au nom de quoi, ceux que leur "inclination, leur plaisir et leur temps ont poussé à la professionnalisation pourraient-ils n'être pas censurés au sein même de l'équipe qui fait le journal ?



- Sur le collectif : pour-quoi ce refus dans les faits, de poser la question de l'amélioration de son fonctionnement et de son élargissement ?

Si 2000 lecteurs sont attachés à l'A.P.L. c'est qu'il y a là un consensus reposant sur des intérêts communs dans leur diversité, dans lequel ils se retrouvent et qu'ils savent qu'à tout moment ils ont un pouvoir sur le journal ; quel intérêt de venir participer à un "club de discussion" où l'on a seulement la parole ?

Une quarantaine de personnes sont venues en Juin, à l'invitation de l'A.P.L., discuter de l'élargissement et du rôle du collectif en contrepartie de la professionnalisation d'un noyau de quelques personnes ; comment pourraient-elles reconnaître dans la nouvelle structure ces préoccupations : celles des candidats à la professionnalisation qui ne

voulaient pas s'approprier le journal, celles des invités à la discussion qui souhaitaient voir s'affermir le rôle du collectif, en particulier dans son appropriation par les gens en lutte ?

- Enfin et pour terminer, que signifie ce silence de l'A.P.L. sur la question qui la concerne ? Naïveté ? Faut-il ne pas rendre publiques ces discussions ? Faut-il rappeler qu'il y a moins de deux ans, à propos de la librairie, l'A.P.L. dénonçait justement ces pratiques de glissement (de pouvoir donc d'orientation) et le fait que même des libertaires se faisaient stalinien pour défendre le silence ? Au fait, quand on envoie un texte comme celui-ci, qui le lit : les professionnels ou le collectif ?

Deux autres lecteurs assidus.

Dans l'APL n°45, nous avons annoncé des changements dans le fonctionnement du journal.

Ce texte a suscité et suscite encore de nombreuses réflexions, parfois très critiques.

Nous avons reçu deux textes émanant de lecteurs(trices). Nous avons publié le premier dans le numéro 47, aujourd'hui nous publions le second. Ces textes soulèvent un certain nombre de questions que certains d'entre vous se posent.

Le collectif de l'APL se propose de y répondre dans le prochain numéro.

Mais, nous pensons avant tout que l'APL se juge sur son contenu et non sur des intentions. C'est pourquoi, nous avons prévu fin décembre, une A.G. des lecteurs afin que ces problèmes soient clairement expliqués, mais aussi pour que vous puissiez porter un jugement sur l'APL "nouvelle formule".

En attendant, vous pouvez toujours continuer à nous écrire ou venir discuter avec nous. **APL**

HORIZONS SCOLAIRES

Ca continue de bouger dans les lycées nantais comme le démontre la manifestation du vendredi 20 Octobre. Elles regroupaient environ 1 000 personnes : lycéens, profs, parents d'élèves devant l'inspection Académique.

Parmi les principaux slogans, 2 d'entre eux ont fait unanimité :

"Beullac menteur, tu fabriques des chômeurs"

"Beullac t'es foutu, les lycées sont dans la rue"

Cette fois-ci, le début de la lutte est venue de la Chauvinière et de Clémenceau ; Clémenceau dont la revendication principale fut la demande d'une nomination au poste de bibliothécaire. Fut, car selon les derniers bruits l'administration mettrait un pion 4 jours par semaine pour s'en occuper.



S'ajoutait à ceci la demande de profs supplémentaires (français) et la demande d'un foyer pour les demi-pensionnaires. A la Chauvinière, on s'inquiète du manque de profs, les cours sont mal assurés. On en profite pour ressortir les habituelles revendications, matériel dégradé, bouffe lamentable et chère.



Parmi les autres lycées à avoir suivi le mouvement, citons Livet : donc la situation question vestiaire, n'a quère évolué depuis leur dernière grève l'an passé. Notons aussi que ce sont les élèves, d'après ce que j'ai vu, qui "rénovent" leur vestiaire. De même, soulignons l'action décisive du proviseur. En effet les élèves avaient du mal déjà à se laver les mains en sortant des ateliers car ils étaient trop nombreux. Problème résolu : on ne leur donne plus de savon.

La liste s'allonge avec les Bourdonnières.

Ici, on proteste contre les classes surchargées (38 en 1ère A) et contre les mauvaises isolations entre les classes.

La liste continue avec la Colinière.

Depuis le début de l'année, ils demandaient une bibliothèque. Une journée de grève fortement suivie et, 3 jours après, ils ont satisfaction. Mais eux aussi ont été présents à la manifestation de même que Camus, pour soutenir leurs camarades et les profs.

Mercredi 25 se déroulait la réunion inter-lycées.

On peut noter les débuts d'un comité lycéen à Clémenceau et d'un comité de lutte à la Chauvinière.

Parmi les principales décisions qui ont été prises, la création éventuelle d'un journal lycéen et la diffusion de tracts communs.

Il faut savoir aussi que parmi les lycéens, on attend avec impatience l'annonce d'une grève nationale dans les lycées. Comme me disait une élève : "Cet été, il est possible qu'on ait plus de vacances que d'habitude."

Correspondant A.P.L.

ALORS, on y va au CINÉ

Ce mercredi là, j'emmenai quatre gosses au Cinémercredi, salle Francine Vasse voir " La Fontaine aux Lutins ". Une heure après, je viens les récupérer des discussions passionnées sur le film ; yeux émerveillés après cette vraie séance dans le noir le plus petit se fait engueuler par les plus grands parce que pendant la séance il réagissait un peu trop fort. Moi, exclue de ce paradis enfantin il ne me reste qu'à discuter avec les animatrices de cette nouveauté à Nantes, le Cinémercredi.

Deux jeunes femmes chaleureuses, de surcroît mères de famille, Chantal un vrai volcan, Nadège plus réservée. Pas toujours d'accord mais toujours franches entre elles, " c'est comme ça qu'elles avancent ".

POURQUOI CETTE INITIATIVE ?

- Il n'y a rien ou pas grand' chose pour les enfants. Seulement le choix entre la télé et le film à 15 Frs en fin d'année dans le centre. Les 10-18 ans sont des laissés pour compte. Les enfants sauf à 15 balles la place, ne peuvent avoir l'expérience d'une vraie salle de cinéma et de son ambiance. Nous pensons qu'entre une place à 4 Frs et la télé, les enfants ont plus de choix.

De toute façon, elles s'occupaient de leurs enfants le mercredi. (L'une travaille les autres jours, l'autre a fait des petits boulots style enquêtes). Alors puisque le mercredi elles s'y consacrent pourquoi pas l'ouvrir aux autres. Toutes deux voulaient prendre en main quelque chose à elles. Elles parlent des coups de main importants et créateurs qu'elles ont donné à des réalisations et des projets de copains ou d'associations amies, mais jamais leur boulot n'était véritablement reconnu. Elles voulaient faire l'expérience de monter une affaire de bout en bout "notre plus grande satisfaction, c'est quand on veut de bout en bout, faire".

Comment nous choisissons les films :

Pour les petits, d'après des catalogues mais vraiment il n'y a pas beaucoup de production. Nous ne pouvons avoir de longs métrages de W. Disney parce qu'ils sont réservés au circuit commercial. Les pays de l'Est où les acteurs sont payés moins chers ont une production plus importante alors nous allons nous mettre en relation avec eux pour qu'ils importent plus de films pour enfants.

Pour les plus grands, nos propres souvenirs et nous avons consulté des ados autour de nous

Ciné Mercredi projette de créer un atelier cinéma en contact avec des organismes qui pourraient assurer à des jeunes la manipulation technique et qui prèteraient du matériel sur un éventuel projet de réalisation cinématographique. Arder des projets à naître, coordonner, bref être des pousser au cul.



Nous avons décidé la " carte familiale largement ouverte ".
15 Frs pour 3 places, 40 Frs pour 10 places. Nous sommes allées trouver les animateurs des centres sociaux pour qu'ils suggèrent aux parents de s'organiser un peu collectivement à tour de rôle.

Les centres-aérés de Nantes ont pris rapidement 1000 places. Ainsi les enfants de la Halvêque et de Malakoff et de Port Boyer sont venus au cinoche mercredi dernier.

Décentraliser ?

- Je les interroge car je connais bien des mères de famille qui ne savent pas conduire et ça prend du temps de venir des cités du Nord de Nantes !

- Ca peut se faire en relation avec nous si d'autres gens prennent des initiatives...

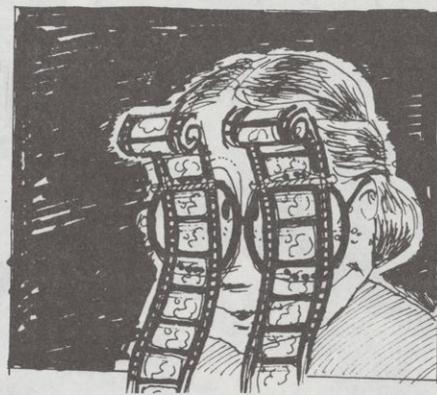
Peu de parents donnent un coup de main. Elles pensent, tel que c'est parti, rentrer dans leurs frais. La municipalité, par l'intermédiaire de J. Cailleau assure la réservation de la salle et la projection des films.

Elles pensaient qu'il y avait un manque mais elles sont quand même étonnées du succès surtout de la part de gens qui viennent de la périphérie et alors elles posent la question :

" La Maison dite de la Culture oublierait-elle les enfants comme la société le fait en général (sauf quand ça constitue un marché juteux

On nous pousse à faire plus d'enfants pour qu'ils paient nos retraites mais on ne se demande pas s'ils seront heureux ou pas dans le monde qu'on leur fait.

Correspondante APL



Le Cinémercredi fonctionnera jusqu'en Mai, le programme affiché jusqu'ici est celui du 1er Trimestre.

Une séance à 14 h30 pour les petits jusqu'à 10 ans en vue.

Une autre à 17 h pour les plus grands 10-18 ans.

14 h30 - 8 Nov. Festival Woody Woodpecker - dessins animés -
15 Nov. Le monde du silence (découverte du monde sous-marin)

22 Nov. Le rossignol de l'empereur de Chine. (marionnettes les jouets d'un petit garçon racontent)

29 Nov. Gala comique Mickey Laurel - Charlot -

6 Déc. Le voyage de Gulliver

13 Déc. Aventures de Tom et Jerry

20 Déc. l'Ile au Trésor
27 Déc. La petite taupe et ses amis

17 h - 8 Nov. "le journal d'Anne Frank"

15 Nov. "La charge héroïque"

22 Nov. La guerre des Boutons

29 Nov. La Belle et la Bête

6 Déc. Yoyo

13 Déc. King-Kong

20 Déc. Dernier train pour

Gun Hill

27 Déc. Fanfan la Tulipe.

SOMMAIRE

- Nouvelles brèves p.2
- NUCLEAIRE**
- Marche ou crève p.3
- BD : le village mort p.4.5.6
- Aboiements pro-nucléaires. p.7
- p.8
- p.9
- SANTE**
- Toubib qr not toubib p.9
- DOSSIER**
- Légitime défense : défendre qui ? p.10
- p.11.12.13.
- PAYSANS**
- Crédit Agricole "vous l'écrire c'est bien, en parler c'est mieux" p.14
- ARMEE**
- Sport de compétition p.14
- OUVRIERS**
- Professions libérales : des enfers à gogo p.15
- Brissonneau p.15
- Stagiaires Barre p.15

DEMENTI

Dans le numéro 40 de l'A.P.L. nous avons publié un communiqué de POBLE D'OC et du collectif Anti-repression Peuples en luttés. Ce communiqué mettait en cause notamment LE CALVEZ accusé d'être barbouze et susceptible d'être impliqué dans la disparition suspecte de J. Louis LIN, militant occitan.

Divers militants bretons, agissant avec Le Calvez au sein de mouvements anti-repression, se sont étonnés que nous ayons fait état de ces accusations. Dans le dernier numéro de POBLE D'OC sont de nouveau mis en cause LE CALVEZ, d'autres aussi, Guy CARO et Yann CHOUCQ, avocat des militants bretons, des basques déportés ou des petits paysans. Aussi l'A.P.L. émet les plus sérieux doutes sur les appréciations qu'elle a contribué à diffuser. Collectif APL



- DIVERS**
- Déserteur libéré p.14
- SPORT**
- Histoires de poubelles .. p.16
- Sportifs musclés p.16

MEDIAS

- APL : Glissements progressifs p.17
- p.18

ECOLE

- Horizons scolaires p.18

CULTURE

- Alors on y va au ciné ... p.19

CALENDRIER

congres

Le 11 et 12 NOVEMBRE
3ème Congrès du Mouvement Anti-Apartheid, campagne Anti Outspan. Pour ceux qui désirent y participer, le Congrès se tiendra au Centre Omnisport de Massy (région parisienne)
Prendre contact avec le CAO 46 rue de Vaugirard 75 006 Paris le plus rapidement possible.
Possibilité réduction 20% sur billet SNCF, hébergement, garderie gratuite pour les enfants.

st nazaire

- VENDREDI 3 NOVEMBRE
21h Michel Bulher à la MJEP.
- SAMEDI 4 NOVEMBRE
21h Cinéma: "La Femme du Dimanche" de L. Commencini, à la MJEP.

nozay

- 21h Récital Jean Marie Vivier à la MJC du Canton de Nozay.

nantes

- MERCREDI 1er NOVEMBRE
20h30: réunion 11 Novembre, local du GRIM57 rue des Hauts Pavés.
- VENDREDI 3 NOVEMBRE
20h30: réunion sur le Crédit Agricole, Centre Social de la Bernardière. (cf p.14)
- LUNDI 6 NOVEMBRE
20h30: Comité Larzac, Fraternité 3 rue Amiral Duchaffault.
20h30: Réunion Front Autogestionnaire Comité Sud Loire, Mairie annexe de Rezé 3 rue Louis Blanc.
- MARDI 7 NOVEMBRE
20h30: réunion COBA à l'APL;

ABONNEMENT APL

- Un trimestre : 12 numéros : 35 F. Soutien : 50 F.
- Un semestre : 24 numéros : 70 F. Soutien : 100 F.
- Un an : 48 numéros : 140 F. Soutien : 200 F.

NOM : Prénom :
Adresse :

Mettre le chèque à l'ordre des **Nouvelles Éditions de l'Ouest** et l'envoyer à l'APL, 26 bis boulevard R.-Schumann — 44300 NANTES

- 3 numéros gratuits 8 numéros 15 F.
- Réservé aux personnes à qui tu veux faire connaître le journal.

Les textes peuvent être apportés toute la semaine.
Le vendredi de 16h à 19h30 réunion de rédaction ouverte à tous.
A partir de 21h discussion générale sur tous les sujets d'actualité.



PERMANENCES

tous les jours : 17h-19h
Téléphone : 76.26.33